

Guinée/A l'appel des syndicats et de l'opposition

Conakry "ville morte"

AFP

Conakry/Guinée

L'UGTG dénonce, pêle-mêle, mauvaise gestion de la sécurité sociale, licenciements arbitraires, politisation de l'administration, entraves à la liberté syndicale. Quant au parti UFDG, il proteste contre "la fraude électorale à grande échelle organisée par le gouvernement" lors des dernières locales.

DES milliers de jeunes ont érigé des barricades et brûlé des pneus hier dans les rues de la capitale guinéenne Conakry, transformée en "ville morte" à l'appel des enseignants, d'un syndicat et de l'opposition qui dénonce des fraudes lors des récentes élections, a constaté un correspondant de l'AFP. Dans un climat social et politique déjà tendu, le principal parti de l'opposition, l'UFDG de l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo, avait appelé vendredi à faire de ce lundi une journée "ville morte" à Conakry pour protester contre "la fraude électorale à grande échelle organisée par le

gouvernement" lors des élections locales du 4 février.

"Si nous ne sommes pas entendus, nous allons étendre ces manifestations à toutes les villes de la Guinée dans les prochains jours", a prévenu le parti de M. Diallo, arrivé en deuxième position derrière le RPG, la formation du président Alpha Condé, lors d'un scrutin suivi par des violences post-électorales qui ont fait une dizaine de morts.

Des voitures ont été caillassées et un bus de transport en commun appartenant à un propriétaire privé incendié à Matoto, dans le sud de la capitale. Des troubles se sont aussi déroulés dans des quartiers de la capitale guinéenne traditionnellement hostiles au régime comme Cosa, Bambéto ou Wanidara, où tous les commerces étaient fermés.

Au grand marché de Madina, poumon économique de Conakry, la quasi totalité des commerces étaient fermés, tandis que la circulation tournait au ralenti dans le centre administratif de la capitale.



Photo : AFP

Les fraudes qui se seraient produites lors des élections locales du 4 février cristallisent la colère de l'opposition. D'où l'appel, aux côtés des syndicats, de la journée "ville morte" d'hier à Conakry.

Interrogé par l'AFP, un responsable de l'opposition, Faya Millimouno, leader du Bloc Libéral (BL), s'est "félicité du succès de la journée ville morte". "Les prochains jours seront plus chauds pour le pouvoir", a-t-il prévenu.

ÉCOLES VIDES. Les écoles de Conakry étaient également à nouveau vides hier. Depuis deux semaines, une faction dissidente du Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée (SLECG) a relancé un mouvement de grève entamé peu après la rentrée scolaire et

qui a été lui aussi émaillé de manifestations meurtrières.

Les leaders syndicaux, non reconnus par l'Etat, réclament une augmentation des salaires des enseignants de 40% avec effet rétroactif. Un de ses porte-parole a déclaré que la grève se poursuivrait malgré l'annonce samedi par le gouvernement d'une augmentation de 10% des traitements des enseignants. Plusieurs dizaine de personnes qui ont manifesté dans le quartier des administrations contre la "fer-

meture prolongée" des écoles ont été rapidement dispersées par les forces de l'ordre à coups de grenades lacrymogènes. Une quinzaine d'entre elles ont été brièvement privées de liberté au commissariat de la police.

La grogne sociale s'est étendue hier à l'ensemble de l'économie, à l'appel de l'Union générale des travailleurs de Guinée (UGTG), qui dénonce en vrac une mauvaise gestion de la sécurité sociale, des licenciements arbitraires dans plusieurs entreprises, la politisation de l'administration, les entraves à la liberté syndicale ou encore "l'indifférence" perçue de l'Etat face aux accidents de travail.

Le puissant syndicat a appelé les travailleurs de tous les secteurs (public, privé, mixte, informel) à arrêter le travail sur l'ensemble du pays "jusqu'à la satisfaction" de ses revendications.

Le gouvernement a indiqué qu'il réagirait prochainement "par rapport à la situation politique en général et à l'appel à la ville morte en particulier".

L'Afrique en bref

• **Burundi/Troubles.** L'Onu pessimiste sur l'avenir du pays

L'Onu a exprimé hier son pessimisme face à l'avenir du Burundi, en crise depuis 2015, mettant en garde contre une aggravation de la situation avec un référendum prévu en mai qui permettrait au président Michel Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034.

• **Nigeria/Enlèvement.** Buhari reconnaît le rapt de 110 élèves de Dapch

Une semaine après la disparition de 110 élèves, à la suite de l'attaque de leur école dans le nord-est du Nigeria par des membres présumés du groupe jihadiste Boko Haram, le président nigérian, Muhammadu Buhari, a reconnu hier qu'elles ont été "enlevées".

• **Tunisie/Politique.** Gouvernement : pas de remaniement à l'ordre du jour

La Tunisie a besoin de stabilité et un remaniement ministériel n'est pas à l'ordre du jour, a déclaré le chef du gouvernement Youssef Chahed en réponse à des appels au changement à deux mois des premières municipales de l'après-révolution.

RDCongo/Marchés anti-Kabila de dimanche

Le bilan grimpe à deux morts

AFP

Kinshasa/RDCongo

Pour autant, "pas de répit" pour le régime de Kinshasa, disent les organisateurs.

DEUX personnes ont été tuées dimanche en République démocratique du Congo en marge des marches interdites anti-Kabila de catholiques, ont indiqué hier l'épiscopat et les Nations unies alors que les organisateurs de marches promettent qu'il n'y aura "pas de répit"

pour le régime de Kinshasa.

L'épiscopat qui avait parlé d'un mort dimanche a revu son bilan à la hausse. "Deux personnes sont mortes : une à Kinshasa ("L'Union" d'hier) et un jeune de 21 ans à Mbandaka (nord-ouest), tué par un garde fluvial qui n'avait rien à voir avec le maintien de l'ordre" public, a déclaré hier à l'AFP l'abbé Donatien Nshole, porte-parole de l'épiscopat.

La cheffe de la Mission de l'Onu au Congo Leila Zerrougui, "regrette qu'au moins deux personnes aient été tuées" lors des

marches "en dépit de consignes qui auraient été données aux forces de sécurité de faire preuve de la plus grande retenue dans la gestion des manifestations", note un communiqué de son bureau.

Pour la police congolaise, la répression de ces marches organisées à l'appel du Comité laïc de coordination (CLC), un collectif d'intellectuels proche de l'Église catholique, a fait "zéro mort".

Plus de trois millions de congolais ont marché dimanche pour "dire non à la dictature" et "exiger que le président Joseph Kabila

dise publiquement qu'il ne sera pas candidat à sa propre succession", écrit le CLC dans un communiqué. "Il n'y aura pas de répit pour le pouvoir en place tant que nous n'aurons pas retrouvé notre dignité et notre liberté", promet ce collectif d'intellectuels.

Aujourd'hui âgé de 46 ans, le président Joseph Kabila dirige la RDC depuis 2001 après l'assassinat de son père Laurent-Désiré Kabila. Il a été élu en 2006 lors des premières élections démocratiques organisées dans le pays et réélu en 2011 à l'issue d'un scrutin entaché de

fraude. Son dernier mandat constitutionnel s'est achevé le 20 décembre 2016 dans un climat de violences.

Les élections qui devaient se tenir fin 2017, selon un accord politique signé sous l'égide de l'épiscopat, sont désormais fixées au 23 décembre 2018. L'opposition accuse M. Kabila de chercher à tout faire pour se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible.

La RDC n'a jamais connu de passation pacifique du pouvoir depuis son accession à l'indépendance en 1960.

Violences intercommunautaires

Neuf morts dans dans l'Est

AFP

Goma/RD Congo

NEUF personnes ont été tuées hier dans une attaque attribuée à des miliciens hutu dans une région de l'est de la République démocratique du Congo, théâtre de fréquentes violences meurtrières à caractère communautaire, a-t-on appris de source locale.

"Dans l'attaque de Bwalanda par des Maï-Maï Nya-

tura (miliciens hutu), quatre civils ont trouvé la mort (...). Cinq miliciens ont été tués lors de la riposte" menée par l'armée congolaise, a déclaré à l'AFP Jeannot Makasi, responsable administratif local.

Située dans le territoire de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu, la localité de Bwalanda est peuplée de ressortissants hutu, nande et hunde. Ces trois communautés s'affrontent régulièrement pour le contrôle des terres.

L'attaque des miliciens s'est faite "en représailles"

de l'incendie d'une centaine de cases du village Mutanda habité majoritairement par des hutu congolais, a expliqué M. Makasi.

L'attaque a surpris des enfants qui se rendaient à l'école et des parents qui s'en allaient aux champs. La localité "se vide de ses habitants", a indiqué M. Makasi.

En 2017, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées dans des affrontements entre ces communautés de la région. La présente attaque est la pre-

mière depuis le début de cette année.

Nande et Hunde accusent les Hutu congolais, considérés comme des étrangers, de soutenir les rebelles hutu rwandais de Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

Les Hutu congolais, qui ne nient pas être à la recherche de nouvelles terres agricoles, accusent les Nande et les Hunde de violer leur droit constitutionnel à la liberté d'installation.

Les FDLR ont été créées

par des Hutu rwandais réfugiés dans l'est de la RDC après le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994. Certains de leurs chefs sont accusés d'avoir pris une part active au génocide.

La partie orientale de la RDC est déchirée depuis plus de 20 ans par des conflits armés entre divers groupes et communautés, alimentés par des différends fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières et des rivalités entre puissances régionales qui tirent profit de cette instabilité.

A travers le monde

• **Allemagne/Politique.** nouveau gouvernement en vue

Les conservateurs allemands ont approuvé à une majorité écrasante hier le projet de gouvernement avec les sociaux-démocrates, un vote qui soulage Angela Merkel après une fronde interne inédite et cinq mois d'imbroglio politique sans précédent dans le pays.

• **France/Politique.** En train pour une délicate réforme du rail



Le gouvernement français a engagé hier la réforme à haut risque de l'opérateur ferroviaire SNCF, réputé citadelle imprenable, sur laquelle nombre de velléités de transformation se sont fracassées, voulant agir très rapidement face à une opposition sociale pour l'heure démobolisée.

• **Syrie/Conflit.** Ghouta : Moscou ordonne une trêve quotidienne de quelques heures

La Russie, alliée indéfectible du régime syrien, a ordonné l'instauration, à partir de ce mardi, d'une "trêve humanitaire" quotidienne dans la Ghouta orientale, où de nouveaux bombardements meurtriers ont eu lieu hier malgré le récent appel de l'Onu à un cessez-le-feu en Syrie.